

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Angoulême, le 06/05/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc éolien de BAINES STE RADEGONDE

Lieux-dits Bel Air Champagne Nord
La Champagne Montemille Le Portail
16360 Baignes-Sainte-Radegonde

Références : 2025_600_UbD16-86_Env
Code AIOT : 0007211281

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2025 dans l'établissement Parc éolien de BAINES STE RADEGONDE implanté Lieux-dits Bel Air Champagne Nord La Champagne Montemille Le Portail 16360 Baignes-Sainte-Radegonde. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection du parc éolien a été programmée afin de vérifier les conditions dans lesquelles le chantier de construction du parc avant raccordement, se déroule. Le retour d'expérience sur la construction du parc éolien voisin (parc éolien Terrier de la Pointe) également en cours et pour partie sur la même commune de Baignes, ayant montré divers manquements et écarts.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien de BAINES STE RADEGONDE
- Lieux-dits Bel Air_Champagne Nord_ La Champagne_Montemille_Le Portail 16360 Baignes-Sainte-Radegonde
- Code AIOT : 0007211281
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation est constituée de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison implantés sur la commune de Baignes-Sainte-Radegonde.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Suivi des travaux
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Déclaration administrative	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 – I	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours à compter de la mise en service industrielle
7	Essais avant mise en service des aérogénérateurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours avant la mise en service industrielle

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suites qui avaient été données
3	Phase de travaux	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
4	Risque de prolifération de plantes envahissantes	Code de l'environnement article L. 511-1 et rapport d'inspection du 23/07/2024,	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant
5	Protection du paysage	Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 5-III	/
6	Rabattement de nappe d'eau souterraine	Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, articles 2 et 7	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats sur site et les documents fournis font ressortir un suivi attentif des conditions de réalisation du chantier au cours du temps.

L'aléa rencontré en cours de chantier, à savoir le percement d'une nappe d'eau lors de l'excavation des fondations de l'éolienne E8 (ce qui induit une remontée d'eau dans les fondations de

l'aérogénérateur à construire), a fait l'objet d'un arrêté préfectoral spécifique du 18/09/2024.

L'inspection constate que les mesures pour gérer cet accident ont été intégralement respectées, permettant de limiter l'impact sur l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation de l'établissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 2
Thème(s) : Situation administrative, conformité
Prescription contrôlée : L'installation est constituée de 6 aérogénérateurs et de 2 postes de livraison situés à Baignes-Saint-Radegonde. [...]
Constats : L'avancement du chantier est le suivant : — l'ensemble des 6 éoliennes et les 2 postes de livraison (PDL) sont installés — selon l'exploitant, les caractéristiques et emplacement des éoliennes (Vestas V136 de 4,2 MW) et des 2 postes de livraison (PDL) correspondent à l'arrêté d'autorisation, aucune modification n'ayant été apportée. L'exploitant a transmis un document pour le justifier, cependant le format du document n'est pas exploitable.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmettra, sous 3 mois, les relevés de géomètre relatifs aux installations. Le format du document devra être exploitable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Déclaration administrative

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2 – I et Décision du 19/04/22 relative à la base de données techniques des parcs éoliens terrestres établie par la direction générale de la prévention des risques du ministère de la transition écologique
Thème(s) : Situation administrative, déclaration de mise en service
Prescription contrôlée : Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à

<p>l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.</p> <p>II. – À compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :</p> <p>[...]</p> <p>— la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ; [...]</p>			
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que les installations ont été mises en service le 11/12/2024.</p> <p>Selon l'article cité en référence, la mise en service au 11/12/2024 évoquée ne constitue pas encore à ce stade la mise en service industrielle des aérogénérateurs puisqu'il s'agit à ce stade de la phase de tests et d'essais divers.</p>			
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant devra procéder à la déclaration, lors de la mise en service industrielle des aérogénérateurs, dans un délai maximal de quinze jours après celle-ci, dans la base de données techniques des parcs éoliens terrestres, à savoir OREOL (outil de référencement des parcs éoliens terrestres).</p> <p>Cette déclaration doit être effectuée dans les délais demandés pour déclencher la réalisation des premiers suivis environnementaux dans les 12 mois.</p>			
<table border="1"> <tr> <td>Type de suites proposées : Avec suites</td> </tr> <tr> <td>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</td> </tr> <tr> <td>Proposition de délais : 15 jours à compter de la mise en service industrielle</td> </tr> </table>	Type de suites proposées : Avec suites	Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant	Proposition de délais : 15 jours à compter de la mise en service industrielle
Type de suites proposées : Avec suites			
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant			
Proposition de délais : 15 jours à compter de la mise en service industrielle			

N° 3 : Phase de travaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, préservation du milieu naturel
<p>Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant • date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024

•
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux lourds (terrassements, fondations, création des chemins) sont réalisés pendant une période comprise entre mi-juillet et mi-mars, en dehors de la période d'activité de reproduction des oiseaux.</p> <p>Aucun défrichement n'est autorisé.</p> <p>Le chantier sera suivi par un ingénieur-écologue.</p> <p>Les recommandations visant à préserver le milieu naturel durant les travaux feront l'objet d'un cahier des charges environnemental.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis l'ensemble des documents demandés, y compris les documents et photos relatifs aux conditions de lavage des toupies des camions d'acheminement du béton sur le site (les eaux chargées en béton sont récupérées par un dispositif de filtration et traitement des eaux sales par des caissons spécifiques).</p> <p>L'exploitant a transmis plusieurs rapports (16) de contrôle de suivi du chantier établis entre le 17/01/2024 et le 11/03/2025 par l'écologue, à savoir le bureau d'études Soler IDE.</p> <p>Les documents attestent d'un suivi correct du chantier et des recommandations.</p> <p>Le dernier rapport (11/03/2025) atteste que les travaux ont cessé lors de la visite du site le même jour et que l'ensemble des prescriptions réglementaires de l'arrêté d'autorisation sont respectées. Aucun travaux n'est réalisé lors des périodes d'interdiction favorables à la reproduction et à la nidification de l'avifaune.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Risque de prolifération de plantes envahissantes

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 511-1 et point de contrôle n°2 du rapport d'inspection du 23/07/2024</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, prolifération de l'ambroisie</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé lors de la visite d'inspection du 23/07/2024</p> <ul style="list-style-type: none"> • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suites qui avaient été actées : Demande de justificatif à l'exploitant

- date d'échéance qui a été retenue : 24/08/2024

Prescription contrôlée :

Code de l'environnement, article L. 511-1 :

Sont soumis aux dispositions du présent titre les usines, ateliers, dépôts, chantiers et, d'une manière générale, les installations exploitées ou détenues par toute personne physique ou morale, publique ou privée, qui peuvent présenter des dangers ou des inconvénients soit pour la commodité du voisinage, soit pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, soit pour l'agriculture, soit pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, soit pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, soit pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, soit pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Demande formulée au niveau du point de contrôle n°2 de l'inspection du 23/07/2024 :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un rapport précisant les conditions de découverte de cette ambroisie, d'indiquer si celle-ci a également été observée sur les sites d'implantation des autres aérogénérateurs du parc tel qu'autorisé en 2018, et de décrire et justifier les mesures mises en place pour prévenir et éviter la dissémination de la plante, que ce soit par l'intermédiaire des tas ou les engins de chantier.

Constats :

L'exploitant a transmis le dernier rapport de traitement de l'ambroisie pendant le chantier en date du 25/03/2025 établi par le bureau d'études SOLER IDE, en charge du suivi environnemental durant la phase chantier, ce dernier ayant réalisé plusieurs visites en amont, à savoir les 08/04, 21/05, 27/06 et 03/09/2024. Les rapports apportent les éléments suivants :

- le rapport du 27/06/2024 mentionne la présence d'ambroisie à feuilles d'armoise qui a été observée sur les emprises du chantier,
- l'arrachage manuel n'ayant pas été réalisable, des opérations de fauches ont eu lieu entre le 26/07 et le 01/08 avec nettoyage des engins de fauche
- une repousse ayant été constatée lors de la visite du bureau d'études environnemental SOLER IDE le 3 septembre 2024, un second fauchage a été réalisé du 4 au 13/09/2024 avant la floraison des pieds observés. Cette seconde fauche a été réalisée avec des hauteurs de coupe plus basses, sous la zone d'émission des nouvelles tiges. L'engin qui a réalisé cette fauche a suivi le même mode opératoire de nettoyage que celui appliqué lors de la première fauche
- il existe une faible probabilité d'une importation des terres contaminées, s'agissant plutôt de graines dormantes ayant été activées lors des opérations de décapage
- aucune nouvelle repousse n'a été observée depuis la seconde opération de fauchage
- afin de concurrencer l'ambroisie, il est prévu de semer au printemps 2025 un panel d'espèces vivaces d'espèces assez hautes, qui doivent étouffer l'ambroisie. Cette opération doit être précédée d'un déchaumage avant la période de floraison de l'ambroisie, afin de réduire au maximum le risque de reprise de cette espèce.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Protection du paysage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/07/2018, article 5-III

Thème(s) : Situation administrative, Conformité au dossier

Prescription contrôlée :

Les postes de livraison sont recouverts d'un bardage en bois.
L'ensemble du réseau électrique lié au parc est enterré.
Les feux de balisage des éoliennes sont synchronisés.

<p>Dans un délai de trois mois à compter de la construction de la dernière éolienne, l'exploitant doit faire vérifier la conformité de l'impact visuel de son installation, par rapport à l'impact visuel prédit par l'étude d'impact. Cette vérification donne lieu à la comparaison de 5 photomontages préalablement choisis par l'inspection des installations classées avec la prise de vue réelle correspondante.</p> <p>En cas d'anomalie détectée, l'exploitant informe l'inspection des installations classées. Le rapport de vérification est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> — les photos des postes de livraison (26/03/2025) qui attestent qu'ils sont recouverts d'un bardage en bois, — les photos, plans d'exécution et relevés de terrain des dimensions des tranchées réalisées pour la pose des câbles HT qui justifient que les câbles du réseau électrique lié au parc seront enterrés. <p>Ces éléments ont pu être constatés lors de l'inspection.</p> <p>Les feux de balisage des éoliennes sont synchronisés.</p> <p>L'exploitant a transmis par ailleurs le 06/03/2025 le rapport d'analyse de la conformité de l'impact visuel de son installation établi le 19/02/2025 par le bureau d'études Soler IDE.</p> <p>Ce rapport s'appuie sur une analyse comparative entre l'impact visuel prédit par l'étude d'impact (au travers de 5 photomontages préalablement choisis par l'inspection des installations classées) et la prise de vue réelle correspondante.</p> <p>Le rapport de vérification a retenu 5 prises de vue (n° 3a, 5bis, 6a, 7a et 10a) considérées particulièrement représentatives du parc éolien de Baignes.</p> <p>Le rapport ne fait pas ressortir d'écart particulier entre les photomontages prévisionnels et la réalité de terrain après achèvement des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rabattement de nappe d'eau souterraine

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/09/2024, articles 2 et 7
Thème(s) : Risques accidentels, Caractéristiques de l'opération de pompage
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 2 :</p> <p>[...]</p> <p>Selon la situation rencontrée à la reprise du chantier le 17 juillet 2024, le terrassement de la</p>

réserve circulaire et la mise en œuvre du massif béton armé de la fondation du mât de l'éolienne E8 nécessitent un rabattement de la nappe phréatique présente au droit du site du chantier, pour maintenir cette nappe à un niveau compatible avec la bonne exécution des travaux.

Selon les hypothèses et calculs hydrogéologiques théoriques effectués début août 2024, les débits d'exhaure envisagés durant les travaux pour rabattre la nappe à 0,5 m sous le niveau d'assise de la fondation de l'éolienne E8, soit - 4,35 m/terrain naturel, sont compris entre 20 et 27 m³/h selon les niveaux piézométriques considérés en périodes de basses eaux et hautes eaux.

Ce rabattement est réalisé par pompage permanent dans un ou deux puits provisoires d'une profondeur de l'ordre de 6 m/TN créés en bordure intérieure de la fouille de fondation en pied de talus et diamétralement espacés de 27 m environ. Ils sont constitués chacun d'une conduite PEHD perforée DN 600 mm entourée d'un massif drainant ou d'un géotextile anti contaminant et équipés d'une pompe immergée d'une capacité de pompage de 15 à 20 m³/h minimum. En cas de difficultés de rabattement de la nappe et/ou d'alimentation des puits, la mise en place de puits supplémentaires ou de tranchées drainantes d'une largeur minimale de 0,50 m et raccordées aux puits est envisagée.

Un compteur volumétrique est installé sur la canalisation de refoulement de chaque pompe. Les volumes d'exhaure seront relevés et consignés quotidiennement durant toute la durée du pompage.

La durée prévisionnelle du pompage de rabattement permanent nécessaire à l'exécution des travaux de la fondation de l'éolienne E8 est estimée entre 30 et 45 jours, soit un volume total d'eau prélevé compris entre 14 400 et 29 160 m³.

Les eaux de rabattement de nappe ne transitent pas par la zone des travaux de façon à ce qu'elles n'y soient pas souillées. La (ou les) conduite(s) de refoulement de la (ou des) pompe(s) d'épuisement est (ou sont) raccordée(s) à un (ou des) bac(s) mobile(s) permanent(s) de décantation lamellaire permettant de retenir les matières en suspension dans l'eau avant rejet.

En sortie de dispositif de décantation, les eaux décantées s'écoulent gravitairement dans une conduite jusqu'au point de rejet dans le fossé communal de la parcelle cadastrée section ZW n° 16 à l'ouest de la plateforme de l'éolienne E8.

Article 7 :

Le pétitionnaire doit informer le service de police de l'eau instructeur du présent dossier des dates de démarrage et de fin des travaux et, le cas échéant, de la date de mise en service de l'installation.

Constats :

L'exploitant a transmis un rapport qui fournit les éléments suivants :

- l'emplacement d'un puits provisoire prévu en bordure intérieure de la fouille de fondation, l'emplacement des 2 piézomètres installés, l'emplacement du point de rejet prévu dans le fossé communal de la parcelle cadastrée section ZW n° 16 à l'ouest de la plateforme de l'éolienne E8,
- le rabattement de nappe a été réalisé au moyen d'un puits d'une profondeur de l'ordre de 6 m/TN en intérieur de la fouille, au niveau du pied de talus.
- le puits était équipé d'une pompe d'une capacité de 20 m³/h. Des tranchées équipées d'un drain sont présentes tout autour de la fouille, en pied de talus.
- 1 pompe supplémentaire a été mise en œuvre au cours des travaux de coulage du béton de propreté uniquement
- le pompage a débuté le 24/09/2024 et s'est terminé le 22/10/2024 soit une durée de 29 jours (donc conforme car estimée entre 30 et 45 jours)
- le total d'eau prélevé est estimé à 11 373 m³ avec un débit moyen de 20,6 m³/h (donc respect des volumes et débits)

<ul style="list-style-type: none"> — niveaux piézométriques relevés par les piézomètres, — les eaux de rabattement de nappe ont transité au sein d'un dispositif de décantation lamellaire en dehors de la zone de travaux — les volumes qui ont été prélevés durant les opérations de pompage ont été immédiatement restitués au milieu. <p>Un compte-rendu de fin d'intervention du 12/08/2024 fait état des éléments suivants. Les piézomètres ont été comblés. Leur comblement a été réalisé de la façon suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> — enlèvement de la tête métallique — injection de gravier sur 4,0 m environ — injection d'un bouchon d'argile sur une hauteur d'environ 1,0 m — injection d'un coulis de ciment jusqu'au niveau du terrain fini — remise en état de la surface selon les usages futurs (terre végétale/surface béton). <p>Des documents transmis et informations recueillies, aucune difficulté n'a été rencontrée pour le rabattement de la nappe et/ou d'alimentation des puits et il n'a pas été constaté de présence d'amphibiens.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Essais avant mise en service des aérogénérateurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème : Risques accidentels, Essais sur chaque aérogénérateur</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais sur chaque aérogénérateur permettant de s'assurer du bon fonctionnement de l'ensemble des équipements mobilisés pour mettre chaque aérogénérateur en sécurité. – un arrêt ;</p> <ul style="list-style-type: none"> — un arrêt d'urgence ; — un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime. <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à</p>

l'article 19. [...]
<p>Constats :</p> <p>L'inspection portant sur la gestion de la phase chantier, ce point n'a pas été directement abordé lors des échanges. Pour autant, l'expérience récente de mises en service de parcs éoliens fait ressortir l'importance d'attirer l'attention de l'exploitant sur la nécessité de réaliser ces essais avant mise en service industrielle. Ces essais doivent être réalisés grandeur nature et non pas seulement via des simulations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de réaliser des tests « réels » pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt des machines depuis un régime de survitesse, y compris en présence de capteurs réalisant des auto-diagnostics (ces capteurs d'auto-diagnostics viennent en compléments des tests « réels » demandés par la réglementation).</p> <p>L'exploitant devra transmettre avant la mise en service industrielle effective les rapports pour justifier de la réalisation des essais et tests.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours avant la mise en service industrielle